

## Bolivarianisme et écosocialisme

**Andrés Bansart**

Professeur,  
Directeur de l'Institut des Hautes Etudes  
de l'Amérique Latine et de la Caraïbe  
(Universidad Latinoamericana y del Caribe)  
Caracas

Le 19 décembre 1825, Simon Bolivar signa le décret suivant au palais du gouvernement de Chuquisaca sur la préservation des eaux et leur utilisation rationnelle, sur la protection des bois et le reboisement :

*« Considérant :*

*1° qu'une grande partie du territoire de la République manque d'eau et, par conséquent, de végétaux utiles pour l'usage commun de la vie,*

*2° que la stérilité du sol s'oppose à l'augmentation de la population et prive la génération présente de nombreuses commodités,*

*3° que par manque de combustible, il n'est pas possible de réaliser correctement l'extraction de métaux et la confection de nombreux produits minéraux qui, pour l'instant, représentent quasiment la seule richesse du sol,*

*Ayant écouté la députation permanente,*

*Je décrète :*

*1° que l'on explore les lits des rivières, que l'on observe leur utilisation et que l'on détermine les endroits par lesquels on peut orienter les eaux vers les terres qui en sont privées,*

*2° que sur tous les terrains où il est possible de faire pousser certaines plantes utiles, on entreprenne la plantation, à charge de l'Etat, d'un nombre qui peut aller jusqu'à un million d'arbres, de préférence aux endroits qui en ont le plus besoin,*

*3° que le Directeur général de l'agriculture propose au gouvernement les décrets qu'il juge nécessaires pour la création, la prospérité et le bon usage des forêts sur le territoire de la République (...) »*

Ce décret montre la sagacité de Bolívar à propos de la protection de l'environnement physique, ainsi que sa clairvoyance du point de vue social, économique et politique. Dans ce texte, il aborde la problématique des écosystèmes de manière intégrale et intégrante : les dispositions prises ont pour but le bon usage de l'eau, mais elles se préoccupent aussi des sols et de la végétation. Il connaît donc les interrelations de ces éléments entre eux et il a l'intuition de ce que, un siècle et demi plus tard, on allait appeler l'écologie.

Un des éléments les plus importants de ce décret est l'obligation de planter des arbres. Il s'agit d'une reforestation destinée à assurer le cycle des eaux. Bolívar savait que la coupe des arbres et la mise à feu produisent de graves déséquilibres dans les écosystèmes. Les mesures prises pour lutter contre la stérilité des sols étaient aussi fort importantes.

Il est nécessaire de situer le *Libertador* dans le contexte de son époque pour se rendre compte de son discernement dans un domaine si peu connu au début du XIXe siècle.

Bolívar aurait pu se laisser éblouir par l'idéologie du progrès et ne pas se préoccuper des risques qui existaient déjà de gaspiller l'eau, de déboiser et, ainsi, de provoquer l'érosion et la désertification. Au XVIIe, Francis Bacon pensait que la compréhension des phénomènes naturels et la technologie allaient permettre de dominer le monde. Bolívar connaissait les idées des savants des XVIIe et XVIIIe siècles et celles de son époque. Mais, au lieu de se laisser hypnotiser par une philosophie trop optimiste, il était prudent. Preuve de cela est ce décret et plusieurs autres.

En lisant le décret de Chuquisaca, on observe que, en plus des tâches proposées, il prévoyait d'autres actions : la recherche, l'aménagement du territoire et l'administration de l'environnement. A propos de l'administration, il se préoccupait de la création de forêts de l'Etat, et d'une reforestation à charge de l'Etat lui-même. Il s'est toujours montré préoccupé par la question de l'eau qui, 200 ans plus tard, au XXIe siècle, deviendrait un des plus graves problèmes dans les relations entre l'être humain et la nature dont il fait partie.

Bien sûr, on pourrait évoquer l'intelligence d'hommes politiques d'autres latitudes ou d'époques antérieures à celle de Bolívar. Ainsi, en 1669, Colbert a signé un décret qui amena la France à un taux de déforestation qui fut le plus bas de son histoire (10%), cela grâce à des

méthodes d'aménagement du territoire et de conservation des bois, ainsi qu'à une réglementation de la coupe et de la vente des produits forestiers. Mais si le sieur Colbert connaissait déjà aussi bien les risques de la déforestation, sa responsabilité serait alors d'autant plus grave quand il a laissé déboiser une île comme Saint-Domingue. 80% du territoire appelé maintenant Haïti était couvert de forêts avant la colonisation et l'implantation de l'économie sucrière ; actuellement, il reste à peine 2% de bois.

Parallèlement à la protection de la nature, Bolivar s'est préoccupé de l'être humain, dans ses dimensions individuelle et collective. Il décréta l'abolition de l'esclavage tandis que Colbert fut l'auteur du *Code Noir* décrété par Louis XIV en 1685, deux ans après la mort de son ministre. La logique colonialiste reposait sur l'exploitation systématique de l'être humain et de la nature (le pays des autres). Cette logique a peu changé en 400 ans de colonialismes, néocolonialismes et impérialismes. Des constatations comme celles-ci mettent encore plus en valeur les mérites de Bolivar.

On ne peut pas dire pour justifier des faits injustifiables : « *C'est qu'en ce temps-là (que ce soit au XVIIIe, au XIXe ou au XXe siècle) on ne savait pas telle ou telle chose* ». On sait toujours plus que ce que l'on dit, mais ceux qui détiennent le pouvoir -qu'il soit économique ou politique- utilisent les connaissances quand cela leur convient.

Simon Bolivar avait une vision holistique de l'environnement physique des nombreux territoires qu'il avait sillonné à cheval. Ce furent des milliers de kilomètres de chevauchées. Il a parcouru plus de 23.000 kilomètres à cheval. Grâce à cela, il acquit une connaissance directe des sociétés qu'il désirait unir dans un vaste projet politique. Grâce à la *Lettre de Jamaïque* du 6 septembre 1815 et d'autres écrits, on peut apprécier sa vaste culture et sa compréhension des événements tumultueux qui se déroulaient dans les Amériques.

Il avait lu les classiques de l'antiquité -philosophes, historiens, orateurs et poètes-. Il avait lu Locke (1632-1704), ce philosophe convaincu que la souveraineté doit émaner du peuple. Il avait lu Montesquieu (1689-1755), l'inspirateur de la séparation des pouvoirs, et Rousseau (1712-1778) qui, d'une part, concevait la démocratie comme un gouvernement direct du peuple (capable d'arriver à un *Contrat Social*) et qui, d'autre part, mettait en relation étroite l'être humain avec la nature (*Emile ou de l'Education*).

Il avait lu des philosophes comme Voltaire (1694-1778), Condillac (1714-1780), qui avait diffusé en France les idées de John Locke. Il avait lu Buffon (1707-1788), le mathématicien et

philosophe d'Alembert (1717-1783) et les autres encyclopédistes. Il connaissait les plus grands penseurs de son temps et possédait un vaste bagage intellectuel, un esprit d'observation aigu et un sens critique très fin.

Quant aux problèmes que nous qualifions « d'écologiques », il est utile de rappeler qu'à l'époque de Bolivar, il existait déjà des avertissements sérieux de la part de plusieurs scientifiques sur certains risques (cela avant même la révolution industrielle et le développement du capitalisme tel qu'il commença à se développer quelques décennies plus tard).

Nous ne prétendons pas que Bolivar ait eu la possibilité de savoir tout ce que produisait la recherche de son temps. Ce qui nous intéresse, c'est de nous rendre compte qu'il était préoccupé par cette matière et qu'il prenait des mesures quand il était au courant des risques qui existaient.

Bolivar signa plusieurs décrets destinés au développement de l'agriculture. Le premier de ceux-ci fut émis le 21 mai 1820. La guerre avait détruit l'exploitation des sols. Il était urgent de récupérer la production d'aliments. Il ne s'agissait pas seulement de la terre, mais des êtres humains qui vivaient sur cette terre.

Le 3 septembre 1820 et le 12 février 1821, il émit des décrets sur la répartition des terres. Dans le premier, le *Libertador* décréta, entre autres choses, ce qui suit: « *Toutes les terres réservées en propriété aux Indiens devront leur être rendues, ceux-ci étant les légitimes propriétaires de celles-ci (...).* » Dans le deuxième, il réitéra le décret précédent en insistant sur l'obligation du « *rétablissement des indiens à la jouissance de toutes les terres réservées auxquelles ils ont droit, sans prendre en considération qui est le propriétaire actuel.* » Il insista de nouveau sur ce point le 8 avril 1824 à Trujillo en se référant aux terres communales (ejidos) et dans un décret signé à Cuzco le 4 juillet 1825.

Simon Bolivar signa le décret de Chuquisaca que nous avons lu précédemment au sujet de la protection de l'environnement. Il fut aussi, quelques mois plus tard, l'auteur du projet de la première Constitution de la Bolivie. En présentant celui-ci, le 25 mai 1826, il s'exclama :

« *Législateurs, l'infraction de toutes les lois, c'est l'esclavage. La loi qui le maintiendrait serait la plus sacrilège. Sur quel droit pourrait-on s'appuyer pour le maintenir ? Regardez ce délit sous tous ses aspects et je suis persuadé qu'il n'y a pas un seul Bolivien assez dépravé pour prétendre légitimer la plus grave violation de la dignité humaine ! Un être humain possédé par un autre ! Un être humain propriété ! »*

Un fait qui nous intéresse particulièrement dans cet exposé est l'importance que le Libertador accordait à la participation citoyenne pour mettre en pratique la protection et la mise en valeur de la richesse forestière, la protection de la faune, le respect des règles indiquées par les facultés de médecine de Caracas, Bogota et Quito pour l'utilisation de plantes médicinales, ainsi que l'utilisation prudente des ressources non-renouvelables, c'est-à-dire les ressources minières.

C'est ainsi que Simon Bolivar articulait l'action de l'être humain avec la nature, dont celui-ci fait partie. De cette façon, lorsque nous parlons du *bolivarianisme* et de l'*écosocialisme*, nous ne nous référons pas à deux étapes d'un quelconque processus. Tous deux -le *bolivarianisme* et l'*écosocialisme*- sont entrelacés dans les projets de société qu'actuellement nous mettons en œuvre dans divers pays de *Notre Amérique*, dans divers espaces d'*Abya Yala*.

Nous sommes encore loin, très loin de l'écosocialisme, mais Bolivar a ouvert le chemin. Nous en sommes loin encore parce que perdurent toujours dans nos pays le modèle capitaliste et les mirages de la société de consommation. Mais de grands pas ont été effectués depuis le début du XXIe siècle. Un de ceux-ci est la dignification de l'être humain, et la prise en compte de la biodiversité et de l'ethno-diversité comme deux valeurs fondamentales.

Cela nous amène au XXIe siècle, aux gigantesques problèmes que nous devons affronter et au sens profond des processus révolutionnaires qui débutent dans « Notre Amérique ».

Il s'agit d'identifier ces problèmes écologiques, économiques et sociaux actuels. Au XXIe siècle, comme au XIXe siècle, il s'agit de nous libérer d'une puissance extérieure et, en même temps, de provoquer une révolution de l'intérieur, un changement de mentalité, une nouvelle manière de vivre en société et d'améliorer les relations de l'être humain avec la nature.

Dans les deux cas, la relation entre le mouvement de libération et l'importance donnée aux Amérindiens ont été et continuent à être vitales. L'importance donnée également aux Afro-descendants et aux paysans, précisément aux groupes humains les plus liés avec la « mère nature ».

Dans les territoires qui sont devenus la Bolivie, l'Equateur et le Pérou -c'est-à-dire le Bas et le Haut Pérou colonial), les dynamiques sociales étaient et sont encore, deux cents ans plus tard, clairement déterminées par les peuples indigènes et par leurs différends avec les oligarchies créoles.

Sur les côtes de Terre Ferme et dans le bassin de la Caraïbe, les problèmes sociaux touchaient et continuent à toucher surtout les Afrodescendants. Tout le XIXe siècle fut tourmenté

par l'esclavage, l'abolition de celui-ci et le problème toujours non résolu des esclaves et de leurs descendants, qui devinrent des paysans sans terre, dont beaucoup durent émigrer de la campagne vers les ceintures de misère des grandes villes.

La pauvreté ne représentait pas, ni ne représente, seulement un problème économique et social, mais aussi un gigantesque problème écologique. Pour se développer, l'économie de plantation a provoqué le déboisement d'îles comme Haïti, la modification du régime des pluies et la désertification. Elle a provoqué aussi la misère de millions d'êtres humains.

Dans la dynamique des mouvements d'indépendance du XIXe et du XXe siècles, les attentes, les espoirs et les revendications des Indigènes, des Afrodescendants et des « sans-terre » furent et continuent à être les moteurs de la mobilisation et des actions.

On sait comment l'oligarchie créole, après avoir écarté Simon Bolivar du pouvoir, imposa de nouveau l'esclavage et le maintint jusqu'à ce que celui-ci ne fût plus nécessaire pour son économie. On sait, deux cents ans plus tard, quelle est la situation des Indigènes, des Afrodescendants, des paysans et des habitants des quartiers pauvres de nos villes. Un nouvel esclavage apparut après l'abolition et continue à exister. L'exploitation de l'être humain par d'autres et l'exploitation éhontée de la nature continuent à exister. La révolution bolivarienne prétend réaliser aujourd'hui ce que Bolivar n'a pu matérialiser.

Les présidents Hugo Chavez, Evo Morales, Rafael Correa et d'autres chefs d'Etat proposent d'articuler les Droits de la Terre avec les Droits des Peuples. Ici avance un processus de changement qui sera long et difficile. La patrie, c'est la Terre et le Peuple intimement articulés.

Aimant la nature grâce aux enseignements de Simon Rodriguez et connaisseur de celle-ci grâce à ses relations avec Humboldt et Bonpland, Simon Bolivar se préoccupait de l'épuisement des eaux et des bois. Comme nous l'avons vu, il a signé des décrets pour améliorer le cours des rivières grâce à la plantation d'arbres et la construction de canaux. Dans un même esprit écologique avant la lettre, il a décrété des mesures pour effectuer l'inventaire et pour étudier les plantes utiles et médicales. Il a pris des mesures pour protéger et encourager l'élevage des lamas et d'autres espèces animales.

*« En ces temps-là, fait remarquer Luis Britto García, la nature pouvait sembler inépuisable. Seule une intelligence clairvoyante pouvait s'imaginer le risque de sa destruction et la nécessité de prendre des mesures pour la préserver. »*

Le 22 janvier 2010, Evo Morales a assumé la présidence de la Bolivie pour la deuxième fois consécutive. Lors de cet événement, il a déclaré la naissance de l'Etat *plurinational* pour remplacer l'Etat colonial. « *Ce nouvel Etat, affirma Morales, doit vivre en harmonie avec la nature.* » Précisément, pour cette raison, il a demandé l'appui des peuples indigènes de la planète entière pour sauver non seulement la Bolivie, mais le monde entier. « *Nous avons la responsabilité de sauver le monde* », affirma-t-il après avoir expliqué que les pays industriels sont en train d'anéantir la vie. Ce modèle proposé par Evo Morales possède, à notre avis, un nom : *écosocialisme*.

Comme nous avons commencé cet exposé en lisant un décret signé par Simon Bolivar et en commentant son discours au sujet de la première Constitution de Bolivie, nous terminerons en lisant quelques extraits des préambules de la nouvelle Constitution bolivienne de 2009. Un pas immense a été fait dans l'esprit bolivarien et vers l'écosocialisme :

*« Dans des temps immémoriaux, des montagnes s'élevèrent, des fleuves se déplacèrent, des lacs se formèrent. Notre Amazonie, notre Chaco, notre Altiplano et nos plaines et nos vallées se sont couverts de verdure et de fleurs. Nous avons peuplé cette Terre Mère sacrée avec des visages divers, et nous avons compris depuis lors la pluralité qui existe en toutes choses et notre diversité comme êtres et comme cultures. Ainsi, nous avons conformé nos peuples. Jamais, nous n'avons compris le racisme jusqu'au moment où nous avons souffert celui-ci à partir des temps funestes de la colonie.*

*Le peuple bolivien, de composition plurielle, depuis le plus profond de son histoire, inspiré par les combats du passé, par les soulèvements anticoloniaux menés par les Indigènes, par l'indépendance, par les luttes populaires de libération, par les manifestations indigènes, sociales et syndicales, par la guerre de l'eau et celle d'octobre, par les luttes pour la terre et le territoire, et avec la mémoire de nos martyrs, nous construirons un nouvel Etat.*

*Cet Etat sera basé sur le respect et l'égalité de tous, sur des principes de souveraineté, de dignité, de complémentarité, de solidarité, d'harmonie et d'équité, grâce à la distribution et la redistribution du produit social où prédomine la recherche du vivre bien (...).* »

Nous nous arrêterons ici sur cette expression du « *buen vivir* », du vivre bien, un des piliers de la philosophie andine, le *sumak-kawsay*, un concept holistique qui fait partie du savoir et de la sagesse des peuples et des cultures ancestrales et qui se trouve enraciné dans le projet de société écosocialiste. Il s'agit d'assurer une vie collective et individuelle équilibrée et digne qui permette une pleine réalisation sociale et personnelle, dans le respect de la Pachamama, la Terre, qui elle aussi a ses droits. Ainsi, le rêve de Simon Bolivar se concrétise et se précise de plus en plus les objectifs de l'*Alliance Bolivarienne pour les Amériques*.

